

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Pointe-Claire

Code géographique : 66097

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Louise Laflamme, atteste la véracité du rapport financier

de Pointe-Claire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Pointe-Claire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-04-25.
(Date)

Signature

Date

2017-04-25

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
Ville de Pointe-Claire,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Pointe-Claire , qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers , sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers . Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers .

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Pointe-Claire au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Pointe-Claire inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pages 8,9,16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles 2017, présentées à la section III, ne sont pas auditées.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1

Montréal

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique
no A117472

DATE 2017-04-25

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalisations 2016		Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	118 307 800	119 735 219		119 735 219	117 218 646
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 479 600	2 407 215		2 407 215	1 749 125
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 990 200	1 368 921		1 368 921	1 318 599
Services rendus	5	6 151 400	6 575 892		6 575 892	6 481 595
Imposition de droits	6	2 511 700	6 709 183		6 709 183	4 747 183
Amendes et pénalités	7	914 700	1 029 031		1 029 031	706 604
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	983 600	1 104 460		1 104 460	1 133 416
Autres revenus	10		266 620		266 620	(60 754)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	132 339 000	139 196 541		139 196 541	133 294 414
Investissement						
Taxes	13					1 199 197
Quotes-parts	14					
Transferts	15		4 038 753		4 038 753	3 782 859
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16		74 987		74 987	350 964
Autres	17					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19		4 113 740		4 113 740	5 333 020
	20	132 339 000	143 310 281		143 310 281	138 627 434
Charges						
Administration générale	21	23 221 150	20 922 725	666 612	21 589 337	23 618 005
Sécurité publique	22	28 040 900	27 829 752	107 145	27 936 897	28 119 388
Transport	23	28 002 950	27 081 968	4 640 078	31 722 046	30 828 891
Hygiène du milieu	24	12 786 700	12 992 414	3 395 242	16 387 656	15 655 775
Santé et bien-être	25	122 200	122 200		122 200	117 639
Aménagement, urbanisme et développement	26	2 661 600	2 753 725	26 288	2 780 013	2 277 655
Loisirs et culture	27	24 818 100	25 006 392	2 406 589	27 412 981	24 088 192
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	2 559 100	3 555 300		3 555 300	2 629 225
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	11 084 500	11 241 954	(11 241 954)		
	32	133 297 200	131 506 430		131 506 430	127 334 770
Excédent (déficit) de l'exercice	33	(958 200)	11 803 851		11 803 851	11 292 664

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(958 200)	11 803 851	11 292 664
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	4 113 740 ) (	5 333 020)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(958 200)	7 690 111	5 959 644
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	11 084 500	11 241 954	10 819 274
Produit de cession	5			337 750
(Gain) perte sur cession	6			60 754
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	11 084 500	11 241 954	11 217 778
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	7 459 200 ) (	9 474 428 ) (	8 139 013)
	18	(7 459 200)	(9 474 428)	(8 139 013)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 268 900 ) (	433 737 ) (	208 680)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		5 368 061	4 227 137
Réserves financières et fonds réservés	22	(445 500)	(631 374)	(537 490)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(952 700)	(915 077)	(916 247)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(2 667 100)	3 387 873	2 564 720
	26	958 200	5 155 399	5 643 485
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		12 845 510	11 603 129

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		4 113 740	5 333 020
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(5 000 000)	(3 627 546)	(716 482)
Sécurité publique	3	(463 000)	(418 148)	(63 287)
Transport	4	(11 000 000)	(8 707 838)	(7 968 922)
Hygiène du milieu	5	(11 000 000)	(8 576 394)	(6 730 248)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	(4 800 000)	(2 236 711)	(2 903 216)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(32 263 000)	(23 566 637)	(18 382 155)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		25 542 365	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	1 268 900	433 737	208 680
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		2 257 873	2 661 988
Réserves financières et fonds réservés	17		501 956	929 537
	18	1 268 900	3 193 566	3 800 205
	19	(30 994 100)	5 169 294	(14 581 950)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(30 994 100)	9 283 034	(9 248 930)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	27 929 900	27 416 037	25 877 681
Charges sociales	2	8 475 400	7 420 748	6 277 102
Biens et services	3	22 618 400	21 666 233	19 209 315
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	2 239 800	3 032 400	2 629 225
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	319 300		
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		522 900	
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	59 729 000	59 723 887	60 125 013
Transferts	10			
Autres	11			1 555 703
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	394 900	365 517	280 476
Amortissement des immobilisations	14	11 084 500	11 241 954	10 819 274
Autres				
- Créances douteuses	15	506 000	116 754	560 235
-	16			
-	17			746
	18	133 297 200	131 506 430	127 334 770

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	118 307 800	119 735 219	118 417 843
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 479 600	2 407 215	1 749 125
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 990 200	5 407 674	5 101 458
Services rendus	5	6 151 400	6 575 892	6 481 595
Imposition de droits	6	2 511 700	6 709 183	4 747 183
Amendes et pénalités	7	914 700	1 029 031	706 604
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	983 600	1 104 460	1 133 416
Autres revenus	10		341 607	290 210
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	132 339 000	143 310 281	138 627 434
Charges				
Administration générale	14	23 764 050	21 589 337	23 618 005
Sécurité publique	15	28 144 400	27 936 897	28 119 388
Transport	16	32 650 550	31 722 046	30 828 891
Hygiène du milieu	17	16 134 800	16 387 656	15 655 775
Santé et bien-être	18	122 200	122 200	117 639
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 689 100	2 780 013	2 277 655
Loisirs et culture	20	27 233 000	27 412 981	24 088 192
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 559 100	3 555 300	2 629 225
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	133 297 200	131 506 430	127 334 770
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(958 200)	11 803 851	11 292 664
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		170 542 861	163 129 020
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		3 338 512	(540 311)
Solde redressé	28		173 881 373	162 588 709
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		185 685 224	173 881 373

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(958 200)	11 803 851	11 292 664
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	32 263 000 ) (	23 566 637 ) (	18 382 155)
Produit de cession	3			337 750
Amortissement	4	11 084 500	11 241 954	10 819 274
(Gain) perte sur cession	5			60 754
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(21 178 500)	(12 324 683)	(7 164 377)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(58 461)	97 665
Variation des autres actifs non financiers	10		(97 758)	(231 451)
	11		(156 219)	(133 786)
	12	(22 136 700)	(677 051)	3 994 501
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(22 136 700)	(677 051)	3 994 501
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(55 220 827)	(55 336 505)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		3 338 512	(540 311)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(51 882 315)	(55 876 816)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(52 559 366)	(51 882 315)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	37 996 067	22 108 093
Débiteurs (note 5)	2	27 775 058	23 416 662
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>65 771 125</u>	<u>45 524 755</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	22 170 309	19 707 171
Revenus reportés (note 12)	12	921 791	772 504
Dette à long terme (note 13)	13	90 911 791	72 740 995
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	4 326 600	4 186 400
	15	<u>118 330 491</u>	<u>97 407 070</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(52 559 366)</u>	<u>(51 882 315)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	237 235 474	224 910 791
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	551 963	493 502
Autres actifs non financiers (note 17)	20	457 153	359 395
	21	<u>238 244 590</u>	<u>225 763 688</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>185 685 224</u>	<u>173 881 373</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 803 851	11 292 664
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	11 241 954	10 819 274
Autres			
-	3		60 754
-	4		
	5	23 045 805	22 172 692
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(4 358 396)	(3 485 385)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 463 138	1 010 581
Revenus reportés	9	149 287	209 500
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	140 200	(993 600)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(58 461)	97 665
Autres actifs non financiers	13	(97 758)	(231 451)
	14	21 283 815	18 780 002
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(23 566 637)	(18 382 155)
Produit de cession	16		337 750
	17	(23 566 637)	(18 044 405)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	43 071 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(24 900 204)	(9 425 399)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	18 170 796	(9 425 399)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	15 887 974	(8 689 802)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	22 108 093	30 797 895
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	22 108 093	30 797 895
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	37 996 067	22 108 093

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Pointe-Claire est un organisme municipal reconstituée le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.Q.,c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-205 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

D) Passifs

S/O

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructure: 40 ans et 20 ans (Parcs publics & éclairage)

Bâtiments : 40 ans et 20 ans

Véhicules : 10 ans ou 20 ans (Véhicules lourds)

Machinerie, outillage & équipement : 10 ans

Machinerie lourde: 20 ans

Ameublement & équipement de bureau: 10 ans

Equipements informatiques: 5 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à une définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

constaté à titre de passif au poste "Revenus reportés".

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titres des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 DÉCEMBRE 2016 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité (Ville) a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables**Revenus reportés**

Adoption rétrospective avec retraitement des états financiers antérieurs

Au cours de l'exercice la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des revenus applicables aux contributions aux parcs et terrain de jeux.

Les contributions et les affectations étaient comptabilisés antérieurement dans le fonds de parcs et terrains de jeux. Les contributions sont maintenant comptabilisées à titre de revenus reportés et virés aux revenus d'investissement lorsqu'utilisées pour financer des dépenses en immobilisations relatives aux parcs et terrain de jeux.

Des revenus de subvention totalisant 3 782 859 \$ n'ont pas été comptabilisés au 31 décembre 2015. La Ville a comptabilisé rétroactivement ces revenus au 31 décembre 2015.

Ces modifications ont entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, les ajustements suivants:

État de la situation financière

Augmentation
(Diminution)

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Actifs financiers: Débiteurs	3 782 859 \$
Passifs: Revenus reportés	444 347 \$

Dette nette	3 338 512 \$
	=====
 État des résultats	
Transferts	3 782 859 \$
Autres revenus	95 964 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	3 878 823 \$
Excédent (déficit) accumulé au 1-01-2015	(540 311) \$

Excédent (déficit) accumulé au 31-12-2015	3 338 512 \$
	=====

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	37 996 067	22 108 093
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	1 589 916	2 027 962
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	14 584 364	13 548 384
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	6 409 949	3 189 690
Organismes municipaux	7	724 828	1 605 241
Autres			
- Droits de mutation/taxes eau	8	3 808 746	2 438 484
- Amendes pénalités et autres	9	657 255	606 901
	10	27 775 058	23 416 662
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	11 771 639	9 668 777
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	11 771 639	9 668 777
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	1 252 396	1 136 397
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (2 034 800)	(1 847 600)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (2 291 800)	(2 338 800)
	28 <u>(4 326 600)</u>	<u>(4 186 400)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 2 863 700	1 636 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 45 500	42 500
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 51 870	49 447
	34 <u>2 961 070</u>	<u>1 727 947</u>
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 7 311 077	5 902 458
Salaires et avantages sociaux	39 8 317 054	7 056 128
Dépôts et retenues de garantie	40 4 633 759	4 844 801
Provision pour contestations d'évaluation	41 567 275	1 292 423
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Provisions, intérêts	44 1 341 144	611 361
-	45	
-	46	
-	47	
-	48	
	49 22 170 309	19 707 171
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50 177 199	
Transferts	51	
Fonds parcs et terrains de jeux	52 446 310	444 347
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
- Activités de loisirs , divers	56 298 282	328 157
-	57	
-	58	
-	59	
	60 921 791	772 504
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
13. Dette à long terme						
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	4,00	2017	2026	61	90 911 791
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	
Organismes municipaux					66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	
					69	90 911 791
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	() ()
					71	90 911 791
						72 740 995

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2016</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2017	72	80	13 909 100	88	97	105	13 909 100
2018	73	81	5 248 700	89	98	106	5 248 700
2019	74	82	7 800 000	90	99	107	7 800 000
2020	75	83	11 571 000	91	100	108	11 571 000
2021	76	84	38 276 000	92	101	109	38 276 000
2022 et +	77	85	14 106 991	93	102	110	14 106 991
	78	86	90 911 791	94	103	111	90 911 791
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	90 911 791	96	104	113	90 911 791

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(52 559 366)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	() ()
Autres	116	() ()
	117	(52 559 366)
		(51 882 315)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	52 188 445	146	3 972 441	173	200		56 160 886
Eaux usées	119	67 024 693	147	3 929 299	174	201		70 953 992
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	161 053 932	148	9 279 533	175	202		170 333 465
Autres	121		149		176	203		
Réseau d'électricité	122		150		177	204		
Bâtiments	123	68 493 154	151	4 278 737	178	205		72 771 891
Améliorations locatives	124		152		179	206		
Véhicules	125	13 542 379	153	523 423	180	207		14 065 802
Ameublement et équipement de bureau	126	6 382 733	154	213 786	181	208		6 596 519
Machinerie, outillage et équipement divers	127	22 665 117	155	457 134	182	209		23 122 251
Terrains	128	13 887 812	156	30 160	183	210		13 917 972
Autres	129	10 798 395	157	882 124	184	211		11 680 519
	130	<u>416 036 660</u>	158	<u>23 566 637</u>	185	212		<u>439 603 297</u>
Immobilisations en cours	131		159		186	213		
	132	<u>416 036 660</u>	160	<u>23 566 637</u>	187	214		<u>439 603 297</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	18 757 931	161	1 327 796	188	215		20 085 727
Eaux usées	134	30 811 779	162	1 695 208	189	216		32 506 987
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	75 392 530	163	4 661 554	190	217		80 054 084
Autres	136		164		191	218		
Réseau d'électricité	137		165		192	219		
Bâtiments	138	22 916 524	166	1 751 968	193	220		24 668 492
Améliorations locatives	139		167		194	221		
Véhicules	140	8 431 721	168	551 077	195	222		8 982 798
Ameublement et équipement de bureau	141	5 416 525	169	170 155	196	223		5 586 680
Machinerie, outillage et équipement divers	142	20 304 048	170	463 854	197	224		20 767 902
Autres	143	9 094 811	171	620 342	198	225		9 715 153
	144	<u>191 125 869</u>	172	<u>11 241 954</u>	199	226		<u>202 367 823</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>224 910 791</u>				227		<u>237 235 474</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233	235		
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>				<u>_____</u>	237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	244	457 153	359 395
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	457 153	359 395
Note			

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats pour la collecte et le transport des déchets domestiques, des matières secondaires récupérables, des matières compostables et la disposition de matériaux secs échéant jusqu'en 2020, à verser une somme totale de 6,380,281 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1,965,082 \$ en 2017 à 2,080,361 \$ en 2018, à 1,866,032 \$ en 2019 et à 468,806 \$ en 2020.

La Ville s'est engagée d'après des contrats relatifs au déblaiement & enlèvement de la neige échéant jusqu'en 2018, à verser une somme totale de 2,597,042 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1,555,531 \$ en 2017 et à 1,041,511 \$ en 2018.

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de services échéant jusqu'en 2020, à verser une somme de 7,009,900 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 3,884,803 \$ en 2017, à 2,068,774 \$ en 2018, à 912,648 \$ en 2019 et à 143,675\$ en 2020.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations totalisant un montant d'environ 9,600,000 \$ pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour dommages et intérêts. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S/O

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	37 996 067	22 108 093
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	37 996 067	22 108 093
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	<u>267</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	<u>270</u>
Autres charges	271
	<u>272</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()
	<u>279</u>		
	<u>280</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	<u>284</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	<u>289</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 20 738 682	18 472 671
Excédent de fonctionnement affecté	2 16 469 972	13 516 407
Réserves financières et fonds réservés	3 3 814 475	3 685 057
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (1 981 716 ) (	2 896 793)
Financement des investissements en cours	5 (11 451 509)	(20 734 543)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 158 095 320	161 838 574
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 185 685 224	173 881 373
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 20 738 682	18 472 671
Organismes contrôlés ¹	10	11
	11 20 738 682	18 472 671
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Réserve - déneigement	12 650 000	650 000
- Réserve - projets 2008	13 8 156	8 156
- Réserve - projets 2016	14 7 903 631	
- Réserve - urbanisme	15 475	279 649
- Réserve - projets 2011	16	308 749
- Réserve - projets 2012	17 108 815	437 053
- Réserve - projets 2013	18 463 149	1 347 148
- Réserve - projets 2014	19 1 314 763	1 955 071
- Réserve - projets 2015	20 6 020 983	8 530 581
	21 16 469 972	13 516 407
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	23
	24	25
	26 16 469 972	13 516 407
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	28
-	29	30
-	31	32
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 3 146 355	3 016 937
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 431 456	431 456
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Financement des activités fonc	40 236 664	236 664
-	41	
	42 3 814 475	3 685 057
	43 3 814 475	3 685 057

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (1 402 100)	(2 103 200)
Régimes non capitalisés	45 (570 900)	(775 200)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ()	()
Autres	47 ()	()
Régimes non capitalisés	48 ()	()
	49 (1 973 000)	(2 878 400)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 ()	()
Autres		
-	53 ()	()
-	54 ()	()
	55 (1 973 000)	(2 878 400)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 (8 716)	(18 393)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 ()	()
Autres		
-	61 ()	()
-	62 ()	()
	63 (8 716)	(18 393)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ()	()
Autres		
-	67 ()	()
-	68 ()	()
	69 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (1 981 716)	(2 896 793)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 6 487 141	1 166 576
Investissements à financer	77 (17 938 650 ) (	21 901 119)
	78 (11 451 509)	(20 734 543)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 237 235 474	224 910 791
Propriétés destinées à la revente	80	
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 237 235 474	224 910 791
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 90 911 791	72 740 995
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (11 771 637 ) (	9 773 764)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90 79 140 154	62 967 231
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	104 986
	92 79 140 154	63 072 217
	93 158 095 320	161 838 574

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La participation des salariés au régime est obligatoire et à compter du 1er janvier 2001, facultative pour les nouveaux employés qui ne sont pas permanents à temps plein.

Les salariés sont admissibles au régime le 1er janvier suivant l'année civile au cours de laquelle ils ont gagné 35% du salaire plafond (maximum des gains admissibles aux fins du Régime de rentes du Québec) ou travaillé 700 heures.

Chaque participant en service verse des cotisations salariales de 8,5% (cols bleus et cadres) et 8,5% (cols blancs) du salaire.

La date normale de retraite est fixée au premier du mois dès que le participant atteint 65 ans et la rente équivaut à 2% du salaire de chaque année.

Le régime a fait l'objet d'une évaluation actuarielle complète le 31 décembre 2014 et le rapport de l'actuaire est daté du 30 octobre 2015.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 847 600)	(2 788 900)
Charge de l'exercice	5 (2 863 700)	(1 636 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 676 500	2 577 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 034 800)</u>	<u>(1 847 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 101 990 800	90 288 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (102 398 300)	(94 533 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (407 500)	(4 245 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (1 627 300)	2 397 400
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 034 800)	(1 847 600)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 034 800)</u>	<u>(1 847 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 101 990 800	90 288 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (102 398 300)	(94 533 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (407 500)	(4 245 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 3 766 700	3 107 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 ()	()
	21 3 766 700	3 107 200
Cotisations salariales des employés	22 (1 824 800)	(1 562 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 1 941 900	1 545 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 462 900	(33 200)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 ()	()
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 ()	()
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 ()	()
Variation de la provision pour moins-value	29 ()	()
Autres	30 ()	()
-	31 ()	()
-	32 ()	()
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>2 404 800</u>	<u>1 511 900</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 5 724 000	5 312 600
Rendement espéré des actifs	34 (5 265 100)	(5 188 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 458 900	124 100
Charge de l'exercice	36 <u>2 863 700</u>	<u>1 636 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 13 000 800	1 163 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 265 100)	(5 188 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 7 735 700	(4 025 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (4 173 900)	(1 927 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 800 000	5 499 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 101 990 800	90 288 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 4 173 900	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	5,90 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 1	57 1	58 0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (2 338 800)	(2 391 100)
Charge de l'exercice	60 (45 500)	(42 500)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 92 500	94 800
Passif à la fin de l'exercice	62 (2 291 800)	(2 338 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (1 827 700)	(1 822 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 (464 100)	(516 600)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 291 800)	(2 338 800)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 50 700	49 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 50 700	49 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 50 700	49 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 (69 200)	(69 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 (18 500)	(20 500)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 64 000	63 000
Charge de l'exercice	79 45 500	42 500
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 16 700	(5 500)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,60 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 5,00 %	5,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2033	2033
Autres hypothèses économiques		
- Taux de croiss. soins dentaire	88 4	4
- Taux croiss santé	89 4	4

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	7 413	6 750
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	24 983	22 748
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	26 887	26 699
100	51 870	49 447

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	90 911 791
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	17 938 650
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	2 274 300
Débiteurs	8	11 771 639
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	94 804 502
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	94 804 502
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	342 124
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	95 146 626
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	63 848 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	63 848 000

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	158 994 626
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	114 039 100	115 056 591	113 103 339
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	1 407 000	1 550 835	1 599 466
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	115 446 100	116 607 426	114 702 805
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 861 700	3 127 793	2 445 188
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			70 653
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			1 199 197
	21	2 861 700	3 127 793	3 715 038
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 861 700	3 127 793	3 715 038
	26	118 307 800	119 735 219	118 417 843

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	534 300	585 325
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	834 300	1 710 240
	35	1 368 600	2 295 565
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 368 600	2 295 565
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	49 300	49 905
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	49 300	49 905
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	61 700	61 745
	50	61 700	61 745
	51	1 479 600	2 407 215
			1 749 125

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	18 400	16 401
Enlèvement de la neige	58		18 675
Autres	59	84 100	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	284 250	100 249
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	284 250	100 249
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		293 027
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	300 000	481 114
Tri et conditionnement	73		353 114
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		16 626
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	26 000	4 658
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	916 500	237 508
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	76 700	221 460
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	1 990 200	1 318 599

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	1 346 251	1 260 953
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 346 251	1 260 953
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	1 346 251	1 260 953
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	4 038 753	3 782 859

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 1 990 200	5 407 674	5 101 458

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146	169 800	188 873
Autres	147		172 958
	148	169 800	188 873
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	238 200	300 805
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	238 200	300 805
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	408 000	473 763
		421 723	473 763

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	317 500	257 966	1 061 893
Sécurité publique	183	75 000	72 318	82 700
Transport				
Réseau routier	184	70 000	239 121	103 608
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	135 500	367 862	183 336
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	5 145 400	5 216 902	4 576 295
Réseau d'électricité	194			
	195	5 743 400	6 154 169	6 007 832
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	6 151 400	6 575 892	6 481 595
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	500 700	732 824	621 524
Droits de mutation immobilière	198	2 011 000	5 976 359	4 125 659
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	2 511 700	6 709 183	4 747 183
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	914 700	1 029 031	706 604
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	983 600	1 104 460	1 133 416
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			(60 754)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		74 987	350 964
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212		266 620	
	213		341 607	290 210
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	734 300	784 630		784 630	691 294
Greffe et application de la loi	2	1 123 000	837 652		837 652	1 057 231
Gestion financière et administrative	3	3 979 600	4 191 873		4 191 873	2 985 566
Évaluation	4	478 200	478 200		478 200	486 596
Gestion du personnel	5	2 154 200	1 823 742		1 823 742	1 858 940
Autres						
-	6	14 751 850	12 806 628	666 612	13 473 240	16 538 378
-	7					
	8	23 221 150	20 922 725	666 612	21 589 337	23 618 005
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	16 174 500	16 174 500		16 174 500	16 260 858
Sécurité incendie	10	8 981 500	8 981 544		8 981 544	9 202 990
Sécurité civile	11	2 609 400	2 364 589		2 364 589	2 258 825
Autres	12	275 500	309 119	107 145	416 264	396 715
	13	28 040 900	27 829 752	107 145	27 936 897	28 119 388
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	10 369 550	9 930 859	3 581 608	13 512 467	13 682 000
Enlèvement de la neige	15	2 822 800	2 273 296	574 761	2 848 057	2 553 949
Éclairage des rues	16	1 015 700	1 068 483	483 709	1 552 192	1 441 851
Circulation et stationnement	17	362 200	376 630		376 630	403 348
Transport collectif						
Transport en commun	18	13 432 700	13 432 700		13 432 700	12 747 743
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	28 002 950	27 081 968	4 640 078	31 722 046	30 828 891

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	<u>Budget 2016</u>		<u>Réalisations 2016</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2015</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	800 000	833 905		833 905	570 317
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 159 400	6 183 642		6 183 642	6 313 541
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	1 559 300	1 644 476		1 644 476	1 611 603
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	936 175	917 702		917 702	901 308
Élimination	28	1 583 400	1 583 400		1 583 400	1 684 370
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	527 275	464 126		464 126	457 669
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	525 975	528 449		528 449	415 932
Traitement	32					
Matériaux secs	33	259 575	286 914		286 914	314 467
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	435 600	549 800		549 800	167 057
Autres	39			3 395 242	3 395 242	3 219 511
	40	12 786 700	12 992 414	3 395 242	16 387 656	15 655 775
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	122 200	122 200		122 200	117 639
	44	122 200	122 200		122 200	117 639
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 675 300	1 774 492		1 774 492	1 504 749
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 000				
Autres biens	47	164 200	150 326		150 326	147 591
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	55 000				
Tourisme	49					
Autres	50	754 500	818 307		818 307	587 303
Autres	51	10 600	10 600	26 288	36 888	38 012
	52	2 661 600	2 753 725	26 288	2 780 013	2 277 655

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	2 013 400	1 983 857	1 983 857	1 750 565
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 426 900	1 278 594	1 278 594	1 180 017
Piscines, plages et ports de plaisance	55	8 027 900	7 949 517	7 949 517	6 916 213
Parcs et terrains de jeux	56	4 608 200	5 222 440	5 222 440	3 735 667
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	212 200	203 499	203 499	148 488
Autres	59	803 500	781 305	2 153 964	2 842 049
	60	17 092 100	17 419 212	2 153 964	16 572 999
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	1 712 000	1 657 650	1 657 650	1 552 083
Bibliothèques	62	3 702 000	3 619 695	3 619 695	3 503 855
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	574 400	572 235	572 235	551 746
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	1 737 600	1 737 600	252 625	1 907 509
	66	7 726 000	7 587 180	252 625	7 515 193
	67	24 818 100	25 006 392	2 406 589	24 088 192
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	2 200 100	2 495 813	2 495 813	2 601 832
Autres frais	70	359 000	536 587	536 587	27 393
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71		522 900	522 900	
Autres	72				
	73	2 559 100	3 555 300	3 555 300	2 629 225
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
75	11 084 500	11 241 954	(11 241 954)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipale de
Ville de Pointe-Claire

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Pointe-Claire (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Montréal

(1) C.P.A auditeur, CA permis de comptabilité publique
no A117472

DATE 2017-04-25

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>119 639 324</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	(95 895)
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>(95 895)</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>119 735 219</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	119 735 219
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	(95 895)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>119 639 324</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	57 880 266	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>57 880 266</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>61 759 058</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>6 113 264 208</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>6 138 324 608</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>6 125 794 408</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>61 759 058</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>6 125 794 408</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 1 , 0 0 8 2 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 <u>6 067 911 408</u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 <u>6 133 316 408</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>6 100 613 908</u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 916 700	3 972 441	3 324 606
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	6 316 700	3 929 299	3 217 439
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 016 700	8 153 467	7 043 265
Ponts, tunnels et viaducs	7	150 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8	505 000	40 685	118 945
Aires de stationnement	9	500 000		
Parcs et terrains de jeux	10	1 750 000	648 505	393 244
Autres infrastructures	11	1 030 000	436 876	24 600
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 490 000	2 823 036	48 755
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 460 000	1 455 701	2 374 858
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 041 000	523 423	756 802
Ameublement et équipement de bureau	18	388 800	213 786	138 742
Machinerie, outillage et équipement divers	19	698 100	457 134	289 520
Terrains	20		30 160	
Autres	21		882 124	651 379
	22	32 263 000	23 566 637	18 382 155

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		3 972 441	3 324 606
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		3 929 299	3 217 439
Autres infrastructures	27		9 279 533	7 580 054
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		6 385 364	4 260 056
	34		23 566 637	18 382 155

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	72 740 995	43 071 000	24 900 204	90 911 791
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	72 740 995	43 071 000	24 900 204	90 911 791
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	2 348 697	4 060 100	4 134 497	2 274 300
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12	13 542 816			13 542 816
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	47 180 705	35 578 965	19 436 634	63 323 036
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	63 072 218	39 639 065	23 571 131	79 140 152
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	9 668 777	3 431 935	1 329 073	11 771 639
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	9 668 777	3 431 935	1 329 073	11 771 639
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
	21	9 668 777	3 431 935	1 329 073	11 771 639
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	9 668 777	3 431 935	1 329 073	11 771 639
	26	72 740 995	43 071 000	24 900 204	90 911 791
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	72 740 995	43 071 000	24 900 204	90 911 791

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	478 200	478 200	486 596
Autres	3	10 029 300	10 024 187	11 121 011
Sécurité publique				
Police	4	16 174 500	16 174 500	16 260 858
Sécurité incendie	5	8 981 500	8 981 500	9 202 990
Sécurité civile	6	53 100	53 100	42 778
Autres	7	228 500	228 500	235 277
Transport				
Réseau routier	8	42 500	42 500	42 778
Transport collectif	9	13 097 900	13 097 900	12 469 688
Autres	10	334 800	334 800	278 055
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	4 318 700	4 318 700	4 375 214
Matières résiduelles	12	1 583 400	1 583 400	1 684 370
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	127 500	127 500	122 986
Autres	15	607 400	607 400	623 498
Santé et bien-être				
Logement social	16	53 100	53 100	48 125
Autres	17	69 100	69 100	69 514
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	159 400	159 400	112 291
Rénovation urbaine	19	138 200	138 200	133 680
Promotion et développement économique	20	754 500	754 500	534 721
Autres	21	10 600	10 600	8 021
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	749 200	749 200	614 929
Activités culturelles	23	1 737 600	1 737 600	1 657 633
Réseau d'électricité				
	24			
	25	59 729 000	59 723 887	60 125 013

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	101,00	35,00	190 134,00	7 849 242	2 046 580	9 895 822
Professionnels	2	6,00	35,00	386 292,00	386 292	98 836	485 128
Cols blancs	3	235,00	35,00	497 715,00	10 644 540	3 019 552	13 664 092
Cols bleus	4	160,00	36,00	362 886,00	8 099 366	2 126 610	10 225 976
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	502,00		1 437 027,00	26 979 440	7 291 578	34 271 018
Élus	9	9,00			436 597	129 170	565 767
	10	511,00			27 416 037	7 420 748	34 836 785

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		493 000	953 500		1 446 500
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		493 000	953 500		1 446 500
Autres	16	1 129 935	393 106	991 633		2 514 674
	17	1 129 935	1 379 106	2 898 633		5 407 674

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Grefte et application de la loi	1	837 652	27		53	837 652	79		105	837 652	131						
Évaluation	2	478 200	28		54	478 200	80		106	478 200	132						
Autres	3	19 606 873	29	666 612	55	20 273 485	81	257 966	107	20 015 519	133					118 321	
	4	20 922 725	30	666 612	56	21 589 337	82	257 966	108	21 331 371	134					118 321	
Sécurité publique																	
Police	5	16 174 500	31		57	16 174 500	83		109	16 174 500	135						
Sécurité incendie	6	8 981 544	32		58	8 981 544	84		110	8 981 544	136						
Sécurité civile	7	2 364 589	33		59	2 364 589	85	188 873	111	2 175 716	137					2 255	
Autres	8	309 119	34	107 145	60	416 264	86	72 318	112	343 946	138						
	9	27 829 752	35	107 145	61	27 936 897	87	261 191	113	27 675 706	139					2 255	
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	9 930 859	36	3 581 608	62	13 512 467	88		114	13 512 467	140					1 459 885	
Enlèvement de la neige	11	2 273 296	37	574 761	63	2 848 057	89		115	2 848 057	141					10 253	
Autres	12	1 445 113	38	483 709	64	1 928 822	90	239 121	116	1 689 701	142					71 608	
Transport collectif	13	13 432 700	39		65	13 432 700	91		117	13 432 700	143						
Autres	14		40		66		92		118		144						
	15	27 081 968	41	4 640 078	67	31 722 046	93	239 121	119	31 482 925	145					1 541 746	
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16	833 905	42		68	833 905	94	232 850	120	601 055	146						
Traitement des eaux usées	17	6 183 642	43		69	6 183 642	95		121	6 183 642	147					357 751	
Réseaux d'égout	18		44		70		96		122		148						
Autres	19	1 644 476	45		71	1 644 476	97	367 862	123	1 276 614	149					840 729	
Matières résiduelles																	
Déchets domestiques et assimilés	20	2 501 102	46		72	2 501 102	98		124	2 501 102	150					6 827	
Matières recyclables	21	1 279 489	47		73	1 279 489	99		125	1 279 489	151						
Autres	22		48		74		100		126		152						
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153						
Protection de l'environnement	24	549 800	50		76	549 800	102		128	549 800	154						
Autres	25		51	3 395 242	77	3 395 242	103		129	3 395 242	155						
	26	12 992 414	52	3 395 242	78	16 387 656	104	600 712	130	15 786 944	156					1 205 307	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157		172		187		202		217		232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	122 200	174		189	122 200	204		219	122 200	234	
	160	122 200	175		190	122 200	205		220	122 200	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 774 492	176		191	1 774 492	206		221	1 774 492	236	
Rénovation urbaine	162	150 326	177		192	150 326	207		222	150 326	237	
Promotion et développement économique	163	818 307	178		193	818 307	208		223	818 307	238	
Autres	164	10 600	179	26 288	194	36 888	209		224	36 888	239	
	165	2 753 725	180	26 288	195	2 780 013	210		225	2 780 013	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	17 419 212	181	2 153 964	196	19 573 176	211	4 725 975	226	14 847 201	241	659 196
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	3 619 695	182		197	3 619 695	212	84 501	227	3 535 194	242	
Autres	168	3 967 485	183	252 625	198	4 220 110	213	406 426	228	3 813 684	243	28 475
	169	25 006 392	184	2 406 589	199	27 412 981	214	5 216 902	229	22 196 079	244	687 671
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	116 709 176	186	11 241 954	201	127 951 130	216	6 575 892	231	121 375 238	246	3 555 300

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	23 566 637	18 382 155
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	23 566 637	18 382 155

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	18 472 671	19 584 559
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		1 111 954
Solde redressé au début de l'exercice	3	18 472 671	20 696 513
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	12 845 510	11 603 129
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(10 579 499)	(12 911 071)
Réserves financières et fonds réservés	8		(915 900)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	2 266 011	(2 223 842)
Solde à la fin de l'exercice	12	20 738 682	18 472 671
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	13 516 407	7 494 461
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	13 516 407	7 494 461
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(5 368 061)	(4 227 137)
Activités d'investissement	17	(2 257 873)	(2 661 988)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	10 579 499	12 911 071
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 953 565	6 021 946
Solde à la fin de l'exercice	22	16 469 972	13 516 407
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	4 129 404	3 631 900
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(444 347)	(540 311)
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 685 057	3 091 589
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	631 374	537 490
Activités d'investissement	27	(501 956)	(929 537)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		915 900
Financement des investissements en cours	29		69 615
	30	129 418	593 468
Solde à la fin de l'exercice	31	3 814 475	3 685 057

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (2 896 793)	(3 813 040)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (2 896 793)	(3 813 040)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ((915 077))	((916 247))
Activités de fonctionnement - Diminution	36	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 (1 981 716)	(2 896 793)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (24 517 402)	(12 217 558)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41 3 782 859	801 560
Solde redressé au début de l'exercice	42 (20 734 543)	(11 415 998)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 9 283 034	(9 248 930)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46	(69 615)
	47 9 283 034	(9 318 545)
Solde à la fin de l'exercice	48 (11 451 509)	(20 734 543)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 161 838 574	135 580 020
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	10 955 164
Solde redressé au début de l'exercice	51 161 838 574	146 535 184
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (25 542 365)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	
Variation résiduelle de l'exercice	56 21 799 111	15 303 390
Solde à la fin de l'exercice	57 158 095 320	161 838 574

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 265 900</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 265 900</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 265 900</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 9 | □ 1 | □ 7 | □ 7 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9 | □ 1 | □ 7 | □ 7 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 7 | □ 7 | □ 0 | □ 5 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 3 , □ 9 | □ 8 | □ 8 | □ 4 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 8 | □ 3 | □ 5 | □ 4 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	□□□□ , □□	\$
Égout	2	□□□□ , □□	\$
Eau et égout	3	□□□□ , □□	\$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□	\$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 □□□ , □□□□□ %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation selon article 205 de LFM	,6000	1	
Taxe d'eau résidentielle	,5983	7	par m3 d'eau consommé
Taxe d'eau non résidentielle	,5983	7	par m3 d'eau consommé
Taxe d'eau commerciale	,5983	7	par m3 d'eau consommé
Loyer de compteur d'eau	12,0000	7	diamètre de < 1 po.
Loyer de compteur d'eau	32,0000	7	diamètre égal 1 ou 1 1/4
Loyer de compteur d'eau	68,0000	7	diamètre égal 1 1/2 po.
Loyer de compteur d'eau	133,0000	7	diamètre égal 2 po.
Loyer de compteur d'eau	180,0000	7	diamètre égal 3 po.
Loyer de compteur d'eau	350,0000	7	diamètre égal 4 po.
Loyer de compteur d'eau	575,0000	7	diamètre égal 6 po.

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	115 148 900
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	2 151 100
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	117 300 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	2 588 300
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	2 588 300
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 588 300
	26	119 888 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	584 700
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	936 400
	9	1 521 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	50 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	50 600
	14	1 571 700

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	62 600
	24	62 600
	25	1 634 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 714 215 382	X 5 0,8820	/100\$ 6 32 759 300				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 529 564 552	X 8 0,8820	/100\$ 9 4 670 700				
Immeubles non résidentiels	10 1 733 648 024	X 11 3,5870	/100\$ 12 62 696 100				
Immeubles industriels	13 350 171 950	X 14 3,9972	/100\$ 15 13 389 600				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 92 590 401	X 20 1,7640	/100\$ 21 1 633 200				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 115 148 900	26 ()	27 ()	28	29 115 148 900
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	119 888 300
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	680 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	_____
Total partiel	4	120 568 300
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	_____
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	_____
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	60 679 191
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	_____
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
	10	60 679 191
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	59 889 109

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 59 889 109

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 6 420 190 309

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

	0
--	---

 ,

9	3	2	8
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	62 696 100	13 389 600		1 633 200	4 670 700	
De secteur	2	1 415 058	443 465		227 805	29 804	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	746 820	367 439		552	328 365	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	64 857 978	14 200 504		1 861 557	5 028 869	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	32 759 300			115 148 900
De secteur	10	34 968			2 151 100
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	1 145 124			2 588 300
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	33 939 392			119 888 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	135 624 857	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	5 588 500	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	2 647 500	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 451, boul. Saint-Jean
(no) (rue)
Pointe-Claire H9R 3J3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 630-1200
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 630-1257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel louise.laflamme@pointe-claire.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Louise Laflamme

Téléphone (514) 630-1200
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 630-1257
(ind. rég.) (numéro)

Courriel louise.laflamme@pointe-claire.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, s.e.n.c.l

Titre CPA, CA

Adresse 600, rue de la Gauchetière ouest
(no) (rue)
Montréal H3B 4L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 878-2691
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127
(ind. rég.) (numéro)

Courriel regimbal.christine@rcgt.com

Responsable du dossier Christine Regimbal

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Louise Laflamme , atteste que le rapport financier de Pointe-Claire pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Pointe-Claire .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Pointe-Claire consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Pointe-Claire détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 11 803 851 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,0082 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-24 13:48:13

Date de transmission au Ministère :